

ARCEP
Philippe Distler
Directeur Général
7, square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15

Levallois-Perret, le 27 septembre 2012

Monsieur le Directeur Général,

Je fais suite à la consultation publique menée par l'Arcep du 30 juillet au 28 septembre 2012 concernant la réutilisation de la bande 1800MHz par des technologies autres que le GSM.

Le fait générateur de cette consultation publique est la demande formulée par Bouygues Telecom auprès de l'Arcep de modifier son autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 1800MHz en vue de pouvoir les utiliser dans le cadre du déploiement de son réseau LTE.

Bouygues Telecom est devenue titulaire d'une autorisation d'utiliser ses fréquences en 1994 dans le cadre d'une procédure d'appel à candidatures publiée au JO du 25 janvier 1994. Cette autorisation a été renouvelée en 2009 pour une durée de 15 ans dans le cadre d'une procédure bien précise. Cette autorisation était restreinte à la 2G et cette caractéristique essentielle était connue de tous.

La modification de cette autorisation dans le sens demandée par Bouygues Telecom, remettrait en cause les règles élémentaires de mise en concurrence qui prévalent lors de l'attribution d'une telle ressource rare qui fait partie du domaine public de l'Etat.

En effet, la valeur d'une autorisation d'utiliser des fréquences délivrée dans les années 1994 comportant une restriction liée à une technologie GSM est inférieure à celle délivrée en 2012 permettant de déployer un réseau LTE. Les exemples récents démontrent l'intérêt suscité par ce type de fréquences permettant de déployer un réseau LTE. En France, les montants

financiers proposés par les candidats dans le cadre des dernières procédures d'attribution de fréquences ont dépassé les prévisions les plus optimistes.

Par ailleurs, la valeur de ces fréquences 1800MHz est renforcée par le fait que l'iPhone 5 d'Apple fonctionnerait uniquement sur ces fréquences dans le cadre de la technologie LTE.

Le changement des règles du jeu en cours d'autorisation bouleverse les règles de mise en concurrence qui doivent encadrer l'attribution d'un bien aussi rare que les fréquences. Pour cette raison, il est nécessaire de recourir à nouveau à une procédure d'appel à candidatures pour l'attribution de ces fréquences.

Par ailleurs, l'Etat, dans le cadre de la bonne gestion de son patrimoine, devrait valoriser ces évolutions dans le cadre d'une procédure d'appel à candidatures intégrant des enchères, afin de valoriser au mieux son patrimoine et permettre ainsi de redresser les finances de l'Etat.

Une entreprise comme Omea Telecom, seul ou dans le cadre d'un groupement, serait prête à étudier les conditions pour candidater à l'attribution de fréquences radioélectriques permettant d'établir et d'exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public.

Bouygues Telecom est consciente du problème concurrentiel soulevé par sa demande dans la mesure où, de son propre chef, elle propose de restituer « *directement ou indirectement* » une certaine quantité de spectre à la société Free Mobile qui n'en dispose pas actuellement. Pourquoi Free Mobile ? Et pourquoi pas Omea Telecom ou un autre nouvel entrant ?

Le législateur impose à l'Arcep de prendre « *les mesures appropriées afin que soient respectés le principe d'égalité entre opérateurs et les conditions d'une concurrence effective* ».

Un petit arrangement au sein du « club des quatre » (i.e. Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free Mobile) serait contraire à cette disposition.

En conséquence, il est nécessaire de mettre en place une procédure d'attribution des fréquences anciennement utilisées par Bouygues Telecom dans le cadre du GSM afin de permettre à toute personne intéressée, y compris Bouygues Telecom, de candidater.

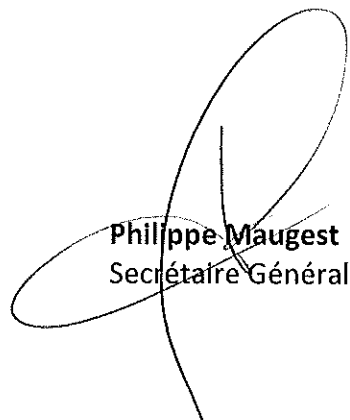
Enfin, les nouvelles autorisations devront intégrer des obligations en matière d'accueil des full-MVNO et notamment des obligations de transparence et de non-discrimination dans les conditions d'accès au réseau mobile par rapport aux conditions d'accès dont bénéficie la branche aval (i.e. l'activité retail) de l'opérateur titulaire de l'autorisation, de telle sorte que le titulaire de l'autorisation applique des conditions équivalentes dans des circonstances équivalentes aux autres opérateurs fournissant des services équivalents et qu'il fournisse aux autres des services et informations dans les mêmes conditions et avec la même qualité que ceux qu'il assure pour ses propres services, ou pour ceux de ses filiales ou partenaires.

Il est certain qu'une structure du type « France Mobile » qui serait chargée d'établir et exploiter le réseau LTE permettrait de résoudre les problèmes soulevés par ces demandes de « refarming » et d'optimiser :

- La rapidité de son déploiement au profit des consommateurs ;
- Les coûts de déploiement au profit des consommateurs ;
- L'impact environnemental et sociétal de ces réseaux ;
- La concurrence, en séparant la boucle locale radio qui est un monopole naturel et l'exploitation d'un cœur de réseau qui relève d'une activité pleinement concurrentielle ;

Bouygues Telecom qui défend le projet « France Fibre », devait certainement penser à « France Mobile » lorsque dans son courrier il fait référence à la restitution « indirecte » d'une certaine quantité de spectre à Free Mobile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes salutations respectueuses.



Philippe Maugest
Secrétaire Général